Le rôle de l'agriculture dans le développement économique des pays du sud de la Méditerranée : Évaluation dans le cadre d'un modèle entrées-sorties

Emmanuelle Moustier

▶ **To cite this version:**

Emmanuelle Moustier. Le rôle de l'agriculture dans le développement économique des pays du sud de la Méditerranée : Évaluation dans le cadre d'un modèle entrées-sorties. Rivista de la Società Italiana di Economia, Demografia e Statistica, 2000, LIV (4), pp.43-61. hal-03603053

HAL Id: hal-03603053
https://hal.science/hal-03603053

Submitted on 9 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE ROLE DE L'AGRICULTURE DANS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES PAYS DU SUD DE LA MEDITERRANEE: EVALUATION DANS LE CADRE D'UN MODELE ENTREES-SORTIES(*)

Emmanuelle Moustier

Introduction

Le plan d'élargissement euro-méditerranéen devrait permettre à la fois de soulager les pays du Sud sur le plan financier mais également, de susciter des flux commerciaux et d'investissements directs étrangers qui devraient, à terme, permettre le redéploiement d'un secteur privé important et compétitif. Tout ceci est pensé à travers un modèle de développement en économie ouverte qui suppose que la libéralisation des échanges de marchandises et de capitaux engendrera une meilleure allocation des ressources, une meilleure utilisation de l'avantage comparatif et une insertion bénéfique dans la division internationale du travail. Toutefois, le processus de coopération entre les deux rives de la Méditerranée est difficile, notamment à cause des disparités dans les modèles de développement. Il existe, au Sud, une insuffisance de main d'œuvre qualifiée, un sous-développement de l'industrie, des infrastructures et une pénurie des capitaux qui conduisent à une dépendance à l'égard du Nord. Ces difficultés sont à confronter à la surpopulation en zone urbaine qui entraîne chômage, misère, pénurie d'eau et de produits agricoles, violence politique et migration vers les pays de l'Union européenne.

Le développement doit résulter d'une combinaison de facteurs qui permettent le déclenchement d'une dynamique positive. C'est un processus de long terme, cumulatif et surtout interne : il vient avant tout d'une transformation de la structure productive intérieure quels que soient les efforts consentis par la communauté internationale en général, et l'Union européenne, en particulier. La voie libre-

(*) Communication présentée à l'occasion du Colloque sur "Les stratégies des agents économiques face à l'intégration euro-méditerranéenne" (Bari, 22-23 septembre 2000) organisé par le Dipartimento per lo Studio delle Società Mediterranee de l'Université de Bari en collaboration avec le Group de Recherche International EMMA-CNRS (Économies de la Méditerranée et du Monde Arabe) dans le cadre du programme de recherche: *Eterogeneità delle dinamiche demografiche e dello sviluppo economico nell'area del Bacino mediterraneo*, faisant partie du programme de recherche national: "Crescita demografica differenziale nell'area del Bacino mediterraneo: il ruolo delle migrazioni".

échangiste n'est pas forcément la meilleure pour une intégration économique réussie et il vaudrait mieux dans un premier temps, une consolidation des économies défaillantes. Le développement ne suppose pas nécessairement une transformation des schémas de consommation qui s'orientent vers les biens durables et les services, par l'augmentation de la part de la population urbaine par rapport à la population rurale. La tertiairisation poussée de l'activité économique révèle que l'erreur a été de supposer que la main d'œuvre rurale pourrait être facilement absorbée dans les secteurs secondaire et tertiaire, se retrouvant, pour une large part, dans le secteur informel. Le secteur agricole doit être l'objet d'une profonde réforme pour retrouver la place qui lui revient dans la structure productive des PTM. *La question de la réforme agraire doit être considérée comme un élément d'une stratégie de développement plus vaste visant à accroître le niveau de vie des plus pauvres comme dans le cas du modèle asiatique. La notion même de satisfaction des besoins essentiels implique un développement prioritaire de l'agriculture de subsistance.*

La prise en compte du rôle du secteur agricole dans la structure productive a évolué selon les périodes et selon les courants théoriques. Clark (1940) et Kuznets (1966) montrent qu'il est primordial dans les phases initiales du processus de croissance. La littérature néoclassique considère l'agriculture comme un secteur déclinant, une "boîte noire" qui fournit la main d'œuvre, les biens alimentaires et le capital aux efforts de modernisation dans l'industrie. Aucun effort pour sa propre amélioration est nécessaire puisque le secteur décline naturellement (Lewis (1954), Fei-Ranis (1964)). Hirschman (1958) insiste sur le fait que seules les activités modernes stimulent l'économie dans sa totalité : les mécanismes d'incitation du secteur agricole sont faibles. En fait, l'agriculture n'est perçue que comme seule source de productivité à la modernisation de l'économie et non comme un secteur à part entière avec ses propres caractéristiques. *La vague de littérature consacrée aux relations intersectorielles a conduit, à la fin des années 70, à un retournement d'opinion : après avoir recommandé un taux accéléré d'exode rural, on est venu à préconiser le développement rural le plus large possible car les villes ne peuvent plus faire face à l'afflux croissant de migrants.* La question de la réforme agraire est toujours d'actualité, faisant souvent référence aux cas asiatiques de révolution "verte" réussis.

Notre préoccupation est double:

- dans un premier temps, il s'agit d'élaborer une matrice de comptabilité sociale (MCS) pour les trois pays de notre échantillon : le Maroc, la Tunisie et l'Égypte. Nous pourrons alors en extraire les interrelations fondamentales entre les différentes activités productrices mais aussi entre les différents agents présents dans l'économie à partir des multiplicateurs de production et de la MCS ;
- dans un second temps, il s'agit de voir comment la structure productive et le revenu des agents économiques réagissent à un choc exogène indifférencié qui peut être :

- un accroissement des exportations agricoles,
- un accroissement de la totalité des exportations,
- un accroissement des exportations manufacturières,
- un soutien à la consommation alimentaire des ménages.

I. Les multiplicateurs de production et de la MCS

Les modèles entrées-sorties permettent d'étudier la transmission d'une influence économique à l'intérieur d'un réseau de relations structurelles qui débute par la variation d'une variable exogène jusqu'aux ultimes effets sur les variables endogènes. Deux types de multiplicateurs seront calculés: les multiplicateurs de production et les multiplicateurs de comptabilité. Ils mesureront plus particulièrement l'impact du choc sur la structure de production, la rémunération du travail, le revenu des ménages et du gouvernement, l'épargne et les importations.

Soit le modèle suivant:

	Comptes endogènes (n)	*Somme des comptes exogènes (l)*	*Total*
Comptes endogènes (n)	MX	F	X
Comptes Exogènes (m)	BX	L	
Total	X		

Source: E. Sadoulet & A. de Janvry, (1995).

X correspond, à la fois, au vecteur du revenu et des dépenses des comptes endogènes, F au vecteur somme des dépenses des comptes exogènes, L au vecteur colonne du revenu des comptes exogènes, M, la matrice carrée (n*m) des coefficients techniques et B, la matrice (m*n) des coefficients des comptes exogènes. On obtient alors:

- la matrice des multiplicateurs: $(I-M)^{-1}$
- le vecteur des différents chocs: ΔF
- le vecteur des impacts qui en résultent: $\Delta X = (I-M)^{-1} \Delta F$
- le vecteur des impacts induits sur les comptes exogènes: $\Delta L = B \Delta X$

I.1. *Les matrices de comptabilité sociale*

En 1995, la production *tunisienne* est fortement concentrée dans le secteur tertiaire puisque les services marchands représentent 12365 millions de dinars[1], soit 32% du produit total. Le secteur manufacturier, quant à lui, produit 6888 millions de dinars, soit 18% du total. En revanche, l'agriculture ne représente, pour la même année, que 8% de la totalité de la production. La situation du secteur de l'énergie mérite qu'on s'y attarde puisque c'est le secteur qui produit le moins mais qui s'autosuffit, son solde commercial étant quasiment nul. Cette tertiairisation de l'économie se retrouve dans la structure de la valeur ajoutée domestique, les facteurs de production se concentrant majoritairement dans le secteur des services marchands. Ils représentent 44% de la masse salariale et 49% de la rémunération du capital. Dans le secteur manufacturier, le partage de la valeur ajoutée est respectivement de 10 et 9%. Toutefois, l'agriculture est le secteur dont l'intensité capitalistique est la plus forte. Viennent ensuite, les secteurs de l'énergie, des autres industries et des services.

En ce qui concerne le commerce extérieur, l'économie tunisienne a un solde commercial globalement déficitaire de 693 millions de dinars, soit 733 millions de dollars en 1995. La Tunisie est importatrice nette dans tous les secteurs excepté dans celui du tourisme dont l'excédent est de 1641 millions de dinars. Et, la balance commerciale dans le secteur de l'énergie est quasiment équilibrée grâce à la position stratégique de cette économie dans ce secteur sur toute la zone méditerranéenne. Au total, les exportations sont principalement issues du secteur manufacturier et du secteur du tourisme. Les importations, quant à elles, sont de nature industrielle pour la majeure partie.

Enfin, le secteur public est seulement intégré dans la MCS en tant que consommateur final. Il consomme essentiellement des services marchands. Il verse 1105 millions de dinars aux ménages sous forme de subventions et de prestations sociales et dépense 1776 millions de dinars en facteur travail. En contrepartie, il perçoit des taxes sur la production, sur les importations et sur le revenu des ménages et des entreprises. On remarque que le pays est largement ouvert aux échanges internationaux dans les secteurs de l'agriculture et du tourisme pour lesquels les taux d'imposition ou barrières tarifaires semblent dérisoires par rapport aux autres. Au total, l'épargne publique n'est que de 51 millions de dinars, soit 1% du revenu total du gouvernement tunisien.

La structure productive *marocaine* a évolué au fil du temps pour être, en 1990, composée essentiellement de services marchands, de tourisme en particulier, à hauteur de 152,3 milliards de dirhams et de produits manufacturés, pour un montant de 100 milliards de dirhams[1]. Ils représentent respectivement 31 et 20% de

[1] Le taux de change en 1995 est de 0,9458 Dinars pour 1 $.
[1] Le taux de change, en 1990, est de 8,242 DH pour 1$.

la production totale. D'autre part, on note la part relativement importante du secteur agricole dans la production, soit 14% du total dont la majeure partie est consommée sur le marché domestique. Cette répartition se retrouve dans la structure de la valeur ajoutée puisque les facteurs de production se concentrent principalement dans les trois secteurs cités précédemment. Les services marchands et l'agriculture représentent respectivement 26 et 15% de la masse salariale et 20 et 32% de la rémunération du capital. Globalement les secteurs productifs sont intensifs en capital, surtout dans le primaire et le secondaire.

En ce qui concerne, le solde commercial avec le reste du monde est globalement déficitaire en 1990, de 18134 millions de dirhams, soit 2200 millions de dollars. Contrairement à la Tunisie, les secteurs agricole et agro-alimentaire ont pu dégager un excédent de 2485 et de 1127 millions de dirhams. Au total, le Maroc est importateur net dans les secteurs de l'énergie et des produits miniers, malgré ses ressources en phosphates et des biens d'équipement, qui font cruellement défaut pour fournir l'agriculture et le secteur manufacturier. En revanche, le solde de ce dernier et des autres industries est quasiment équilibré. Sur, 40820 millions de DH, 10137 millions de produits manufacturés sont exportés en 1990, soit 25% des exportations totales. Les importations, quant à elles, sont plus variées, elles sont composées de biens d'équipement, de produits manufacturés et de produits miniers et pétroliers.

Enfin, le secteur public consomme principalement des produits manufacturés et des services marchands. Il dépense 24656 millions de dirhams en facteur travail, soit 26% de son revenu et verse 16329 millions de DH aux ménages sous forme de subventions essentiellement. En contrepartie, il perçoit des taxes sur la production, les importations et sur le revenu des ménages et des entreprises. Au total, son épargne est de 42121 millions de dirhams.

La structure productive de l'économie *égyptienne* évolue vers une tertiairisation croissante puisque 42803 millions de livres[2] ont été produits par le secteur des services marchands, du tourisme en particulier, ce qui représente 34% de la production totale. Toutefois, le secteur agricole compte encore en 1990 pour 22% de la production, soit 28112 millions de livres, majoritairement consommés sur le marché domestique. Enfin, les produits manufacturés représentent 17% du total, soit 22096 millions de livres. Là encore, ce découpage se retrouve dans la structure de la valeur ajoutée, les facteurs de production se concentrant dans ces trois secteurs. Les secteurs productifs primaires et secondaires ont une forte intensité capitalistique, ce qui demande un investissement considérable qui ne peut être financé qu'au prix d'un fort endettement extérieur.

Parallèlement, la balance commerciale est globalement déficitaire de 2732 millions de livres, soit 792 millions de dollars. L'Égypte est importatrice nette dans les secteurs de l'agriculture dont le déficit est de 804 millions de livres, de l'agro-

[2] Le taux de change en 1990 est de 0,5 $ pour 1£.

alimentaire, avec un solde de -3796 millions de livres et de l'industrie. En revanche, le solde des balances énergétique et touristique est excédentaire, respectivement de 1535 et 3731 millions de livres. Les recettes issues des exportations se concentrent essentiellement dans le secteur du tourisme alors que les importations sont composées de produits agro-alimentaires, de biens manufacturés et de services marchands.

Enfin, l'État a un solde excédentaire de 1817 millions de livres, représentant 8% de son revenu issu des impôts sur la production, les importations et sur le revenu des ménages et des entreprises. En contrepartie, il consomme, pour l'essentiel des services marchands, il dépense 6135 millions de livres dans la rémunération des fonctionnaires, soit 26% de son revenu et verse aux ménages 3828 millions de livres, sous forme de subventions et de prestations sociales. On note que le gouvernement égyptien désire ouvrir davantage les secteurs de l'agriculture et de l'énergie aux échanges internationaux, dont les taux d'imposition et les barrières tarifaires sont négligeables par rapport à ceux des autres secteurs.

I.2. *Les multiplicateurs*

Ils permettent de mesurer l'incidence d'un choc exogène sur la production des différents secteurs grâce à la relation fondamentale de Léontief issue du modèle statique entrées-sorties. On note que l'augmentation de la demande dans un secteur en particulier aura principalement un impact sur la production de ce même secteur, les liens entre secteurs productifs étant particulièrement faibles. De plus, les multiplicateurs de production totale se valent globalement. Toutefois, celui de l'agriculture est le plus faible, renforçant l'idée que l'agriculture a des effets d'entraînement limités sur le reste des secteurs productifs. En revanche, dans l'agro-alimentaire, le multiplicateur qui mesure les liens intersectoriels est le plus élevé, faisant intervenir un panier de consommations intermédiaires variées. Les secteurs les plus entraînants sont ceux de l'agro-alimentaire, des industries manufacturières et autres, et des services marchands.

Dans le cadre élargi de la MCS tunisienne, les multiplicateurs sont nettement plus élevés. Plus important, celui du secteur agricole est presque aussi fort que celui des services marchands. Ceci vérifie le fait que, l'agriculture est un secteur qui mérite une attention toute particulière dans le processus de développement économique, d'autant plus que les liens intersectoriels se sont également renforcés. L'agro-alimentaire a perdu sa première place en faveur du secteur tertiaire dont l'expansion de la demande a une forte incidence sur la production totale tunisienne, sur le revenu des ménages dont une large part est composée de la rémunération substantielle des facteurs dans ce secteur. Toutefois, l'expansion du secteur agricole entraîne un accroissement du revenu des ménages presque aussi grand que celui que l'on retrouve dans le tertiaire. Enfin, l'augmentation des transferts aux

Tableau 1 - *Les multiplicateurs de production et de la MCS en Tunisie en 1995*

		1	*2*	*3*	*4*	*5*	*6*	*7*		*1*	*2*	*3*	*4*	*5*	*6*	*7*	*10*
					Entrées	**Sorties**								**MCS**			
		Agri	Energ	Agro	Manuf	Equip	Autres	Services		Agri	Energ	Agro	Manuf	Equip	Autres	Services	Ménages
1	Agri	1,1	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0		1,3	0,1	0,6	0,1	0,0	0,1	0,2	0,3
2	Energ	0,0	1,3	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1		0,1	1,3	0,1	0,1	0,0	0,1	0,2	0,1
3	Agro	0,1	0,0	1,2	0,0	0,0	0,0	0,1		0,3	0,2	1,4	0,1	0,0	0,1	0,3	0,4
4	Manuf	0,0	0,0	0,0	1,5	0,0	0,2	0,1		0,2	0,2	0,2	1,6	0,1	0,3	0,3	0,3
5	Equip	0,0	0,1	0,0	0,0	1,3	0,1	0,1		0,1	0,2	0,1	0,1	1,3	0,1	0,2	0,2
6	Autres	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	1,4	0,1		0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	1,5	0,3	0,3
7	Services	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	1,2		0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,2	1,5	0,4
8	Travail									0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,4	0,2
9	Capital									0,9	0,6	0,6	0,4	0,1	0,4	0,8	0,4
1 0	Ménages									1,0	0,7	0,7	0,6	0,2	0,5	1,1	1,6
1 1	Enses									0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
	Prod.	1,3	1,5	2,0	1,8	1,4	1,9	1,6		2,5	2,5	2,8	2,4	1,6	2,4	3,0	3,6
	Propre multip.	1,1	1,3	1,2	1,5	1,3	1,4	1,2		1,3	1,3	1,4	1,6	1,3	1,5	1,5	1,6
	Liens autres secteurs	0,2	0,2	0,7	0,3	0,1	0,5	0,4		1,2	1,2	1,4	0,8	0,3	0,9	1,5	2,0
	Revenu induit ménages									1,0	0,7	0,7	0,6	0,2	0,5	1,1	1,6

Tableau 2 - *Les multiplicateurs de production et de la MCS au Maroc en 1990*

		1	*2*	*3*	*4*	*5*	*6*	*7*	*1*	*2*	*3*	*4*	*5*	*6*	*7*	*10*
					Entrées	**Sorties**							**MCS**			
		Agri	Energ	Agro	Manuf	Equip	Autres	Services	Agri	Energ	Agro	Manuf	Equip	Autres	Services	Ménages
1	Agri	1,1	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,3	0,7	0,3	0,1	0,3	0,4	0,6
2	Energ	0,1	1,3	0,1	0,1	0,0	0,3	0,1	0,3	1,4	0,3	0,2	0,1	0,4	0,3	0,3
3	Agro	0,0	0,0	1,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3	0,2	1,3	0,2	0,1	0,2	0,3	0,4
4	Manuf	0,1	0,0	0,1	1,6	0,1	0,1	0,3	0,4	0,2	0,4	1,8	0,2	0,3	0,6	0,4
5	Equip	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	1,1	0,0	0,1	0,1
6	Autres	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	1,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	1,3	0,2	0,2
7	Services	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	1,4	0,6	0,3	0,5	0,5	0,2	0,4	1,8	0,7
8	Travail								0,5	0,2	0,4	0,4	0,1	0,3	0,4	0,3
9	Capital								1,1	0,6	0,8	0,7	0,4	0,6	0,7	0,7
10	Ménages								1,3	0,8	1,0	0,9	0,4	0,8	1,0	1,8
11	Enses								0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	Prod.	1,4	1,4	2,0	1,9	1,4	1,8	2,2	3,4	2,5	3,5	3,1	1,9	2,9	3,7	4,5
	Propre multip.	1,1	1,3	1,1	1,6	1,1	1,2	1,4	1,5	1,4	1,3	1,8	1,1	1,3	1,8	1,8
	Liens autres secteurs	0,3	0,1	0,9	0,3	0,3	0,6	0,7	1,9	1,1	2,2	1,3	0,8	1,6	1,9	2,7
	Revenu induit ménages								1,3	0,8	1,0	0,9	0,4	0,8	1,0	1,8

Tableau 3 - *Les multiplicateurs de production et de la MCS en Égypte en 1990*

		1	*2*	*3*	*4*	*5*	*6*	*7*	*1*	*2*	*3*	*4*	*5*	*6*	*7*	*10*
					Entrées	**Sorties**							**MCS**			
		Agri	Energ	Agro	Manuf	Equip	Autres	Services	Agri	Energ	Agro	Manuf	Equip	Autres	Services	Ménages
1	Agri	1,2	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	1,6	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3	0,4	0,6
2	Energ	0,0	1,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
3	Agro	0,0	0,0	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	1,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,3
4	Manuf	0,0	0,0	0,0	1,2	0,1	0,0	0,1	0,2	0,2	0,1	1,4	0,3	0,1	0,2	0,3
5	Equip	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	1,1	0,1	0,1	0,1
6	Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,1	0,1	0,1
7	Services	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	1,1	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,3	1,4	0,4
8	Travail								0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3	0,6	0,3
9	Capital								1,2	0,9	0,6	0,9	0,6	0,7	1,0	0,7
10	Ménages								1,2	1,0	0,7	1,0	0,8	0,8	1,3	1,8
11	Enses								0,4	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2
	Prod.	1,3	1,3	1,4	1,6	1,4	1,3	1,3	2,5	2,3	1,9	2,8	2,2	2,1	2,5	3,7
	Propre multip.	1,2	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	1,1	1,6	1,0	1,2	1,4	1,1	1,1	1,4	1,8
	Liens autres secteurs	0,1	0,3	0,3	0,4	0,3	0,2	0,2	0,9	1,3	0,7	1,4	1,1	1,0	1,1	1,9
	Revenu induit ménages								1,2	1,0	0,7	1,0	0,8	0,8	1,3	1,8

ménages permet d'accroître fortement la production totale et d'améliorer le revenu des populations, renforçant principalement leur consommation de produits agro-alimentaires et de services marchands ainsi que leur prise de participation dans le capital des entreprises nationales.

Dans le cadre élargi de la MCS marocaine, les multiplicateurs sont là encore nettement plus forts et le secteur agricole est un des plus stimulant dans la production totale. En effet, une augmentation des exportations agricoles d'une unité induit un accroissement de la production de ce secteur de 1,5 unités, de la production des autres secteurs de 1,9 unités et, de la production totale de 3,4 unités. Elle génère aussi une augmentation de 1,3 unités du revenu induit des ménages. Enfin, l'augmentation d'une unité des transferts aux ménages permet d'accroître leur revenu de 1,8 unités et la production totale, de 4,5 unités, renforçant principalement leur consommation de biens agricoles et de services marchands.

Quand on tient compte de l'ensemble de la MCS égyptienne, on note que les multiplicateurs sont nettement plus élevés et que le secteur agricole a des effets d'entraînement presque aussi importants que ceux du secteur manufacturier. Là encore, on ne montrera jamais assez l'importance de l'agriculture dans la production d'une économie en développement. Parallèlement, l'expansion de la demande dans le secteur tertiaire a une forte incidence sur la production totale égyptienne, sur celle des autres secteurs et sur le revenu des ménages dont une large part est composée de la rémunération des facteurs dans ce secteur. Toutefois, l'augmentation d'une unité de la demande dans le secteur agricole entraîne un accroissement du revenu des ménages quasiment identique à celui induit par l'expansion de la demande dans le tertiaire. Enfin, l'augmentation d'une unité des transferts aux ménages génère un accroissement de leur revenu de 1,8 unités et de la production totale de 3,7 unités grâce à leur consommation supplémentaire de biens agricoles et de services marchands et à leur prise de participation plus conséquente dans le capital des entreprises nationales.

Quand on compare les multiplicateurs de production avec ceux de la MCS, on remarque, tout d'abord, que les seconds sont plus grands que les premiers puisque seules les consommations intermédiaires sont prises en compte dans l'analyse entrées-sorties. D'autre part, l'étude des interactions entre les différents secteurs productifs est un élément central du débat sur le rôle de l'agriculture et des autres secteurs dans le développement économique. Le choix d'investissement dépend alors directement de leur capacité à générer des liens en amont et/ou en aval. Dans le cadre de la matrice entrées-sorties, l'agriculture a souvent de faibles multiplicateurs de production, l'investissement devant alors se concentrer davantage dans les secteurs industriels au détriment du secteur agricole. Toutefois, si on considère les effets induits sur les différents revenus dans la MCS, on note que l'expansion du secteur agricole est primordiale dans le développement des économies et peut entraîner une distribution relativement plus équitable de la croissance. L'agriculture est reconnue comme étant une importante source de

revenus pour les ménages, dont les dépenses, à leur tour, encouragent l'expansion industrielle.

II. Les simulations

Quatre simulations permettent de valider ce qui a été souligné précédemment. Dans la première, les exportations agricoles entraînent une augmentation de 500 millions de dinars de la demande dans ce secteur. Elle a pour conséquence directe, un accroissement substantiel de la production totale, du déficit commercial, du revenu des ménages et du gouvernement et de l'épargne domestique. Par exemple, le multiplicateur associé à la variation induite du revenu des ménages est de 3,4 et celui de l'épargne est de 2,2. Dans la seconde simulation, les exportations totales sont supposées s'accroître de 500 millions de dinars dont la répartition sectorielle est proportionnelle au niveau de production initial. L'effet d'entraînement sur la production totale est alors plus fort que dans le cas précédent, en revanche, il est plus faible sur le revenu des ménages et du gouvernement, sur l'épargne et il creuse davantage le déficit commercial. Dans la troisième simulation, les exportations manufacturières sont supposées s'accroître de 500 millions de dinars. Cette augmentation génère une production supplémentaire totale plus conséquente que dans les deux premiers cas mais, les gains en terme de développement restent supérieurs quand c'est l'expansion de la demande agricole qui est prise en compte. Enfin, dans la dernière simulation, on suppose un soutien de 500 millions aux ménages sous forme de subvention à la consommation de biens de première nécessité. L'effet d'entraînement de ce transfert est, de loin, le plus important aussi bien en terme de croissance que de bien-être. Un accroissement d'une unité génère une augmentation de la production totale de 5,3 unités, du revenu des ménages, de 5,2 unités et de l'épargne, de 2,4 unités. De plus, le solde de la balance commercial tend à s'améliorer considérablement puisque le multiplicateur associé aux importations n'est que de 2,4.

Au total, on remarque que, dans *le cas tunisien*:

- les transferts directs aux ménages sont plus efficaces qu'une stratégie de promotion des exportations, aussi bien en terme de croissance que d'amélioration du bien-être ;
- la croissance déséquilibrée des secteurs productifs, préconisée par Hirschman, a un effet d'entraînement plus conséquent que celui de la croissance équilibrée en terme de revenu et d'amélioration de la balance commerciale. Tout ceci prouve, là encore, que l'agriculture a un rôle primordial à jouer dans le développement des économies du Sud. L'expansion dans ce secteur fournit une source de demande supplémentaire pour la production totale et les biens manufacturés, en particulier.

Dans le cas marocain, les résultats sont quasiment identiques à ceux de la Tunisie mais, les multiplicateurs sont globalement plus faibles. Dans la première

Tableau 4 - *Simulations en Tunisie en 1995*

		Valeurs	Simulation A			Simulation B			Simulation C			Simulation D		
		de base X (millions Dinars)	Choc F (millions Dinars)	Impact X	Change X/X (%)	Choc F (millions Dinars)	Impact X	Change X/X (%)	Choc F (millions Dinars)	Impact X	Change X/X (%)	Choc F (millions Dinars)	Impact X	Change X/X (%)
1	Agriculture	3165	500,0	646,5	20,43	8,7	101,4	3,20	0,0	68,3	2,16	0,0	147,8	4,67
2	Énergie	2665	0,0	62,2	2,33	32,9	103,6	3,89	0,0	62,8	2,36	0,0	63,3	2,38
3	Agro-alimentaire	3817	0,0	161,5	4,23	25,2	126,6	3,32	0,0	74,8	1,96	0,0	178,0	4,66
4	Manufactures	6888	0,0	100,6	1,46	177,6	371,8	5,40	500,0	819,4	11,90	0,0	148,1	2,15
5	Équipement	5066	0,0	62,9	1,24	44,9	125,2	2,47	0,0	52,7	1,04	0,0	89,2	1,76
6	Autres	5064	0,0	107,5	2,12	54,0	176,4	3,48	0,0	105,4	2,08	0,0	133,0	2,63
7	Services marchands	12367	0,0	133,2	1,08	156,8	298,5	2,41	0,0	106,3	0,86	0,0	190,2	1,54
8	Travail	6365	0,0	104,3	1,64	0,0	140,5	2,21	0,0	124,3	1,95	0,0	93,5	1,47
9	Capital	8461	0,0	454,7	5,37	0,0	260,5	3,08	0,0	204,3	2,41	0,0	211,1	2,50
10	Ménages	14916	0,0	504,4	3,38	0,0	369,7	2,48	0,0	304,1	2,04	500,0	779,3	5,22
11	Entreprises	1015	0,0	54,5	5,37	0,0	31,3	3,08	0,0	24,5	2,41	0,0	25,3	2,50
	Production totale	39032	500	1274	3,26	500,0	1303,4	3,34	500,0	1947,0	4,99	0,0	2058,9	5,27
	revenu induit des ménages	14916	0	504	3,38	0	370	2,48	0	304	2,04	500,0	779	5,22
	Revenu du gouvernement, G	6482		223,5	3,4		183,6	2,8		148,2	2,3		266,1	4,1
	Importations, I	8290		239,9	2,9		292,3	3,5		332,3	4,0		195,2	2,4
	Épargne, S	1645		36,6	2,2		24,2	1,5		19,5	1,2		38,7	2,4

Tableau 5 - *Simulations au Maroc en 1990*

		Valeurs	Simulation A			Simulation B			Simulation C			Simulation D		
		De base X (millions DH)	Choc F (millions DH)	Impact X	Change X/X (%)	Choc F (millions DH)	Impact X	Change X/X (%)	Choc F (millions DH)	Impact X	Change X/X (%)	Choc F (millions DH)	Impact X	Change X/X (%)
1	Agriculture	67194	1000,0	1524,6	2,27	137,9	495,3	0,74	0,0	304,1	0,45	0,0	608,5	0,91
2	Énergie	50214	0,0	253,5	0,50	155,5	445,0	0,89	0,0	236,1	0,47	0,0	281,8	0,56
3	Agro-alimentaire	45547	0,0	287,8	0,63	96,7	306,6	0,67	0,0	186,3	0,41	0,0	372,2	0,82
4	Manufactures	100050	0,0	376,7	0,38	248,3	722,6	0,72	1000,0	1828,1	1,83	0,0	441,9	0,44
5	Équipement	38277	0,0	63,7	0,17	43,1	100,6	0,26	0,0	42,7	0,11	0,0	69,7	0,18
6	Autres	37146	0,0	170,6	0,46	173,9	348,5	0,94	0,0	136,1	0,37	0,0	193,2	0,52
7	Services marchands	152268	0,0	598,7	0,39	144,6	648,3	0,43	0,0	466,6	0,31	0,0	667,1	0,44
8	Travail	79093	0,0	452,2	0,57	0,0	337,5	0,43	0,0	362,2	0,46	0,0	311,9	0,39
9	Capital	105250	0,0	1063,6	1,01	0,0	714,4	0,68	0,0	656,3	0,62	0,0	651,7	0,62
10	Ménages	179622	0,0	1303,1	0,73	0,0	909,0	0,51	0,0	887,2	0,49	1000,0	1833,3	1,02
11	Entreprises	21050	0,0	212,7	1,01	0,0	142,9	0,68	0,0	131,3	0,62	0,0	130,3	0,62
	Production totale	490696	1000	3276	0,67	1000,0	3066,9	0,63	1000,0	5236,9	1,07	0,0	5561,8	1,13
	revenu induit des ménages	179622	0	1303	0,73	0	909	0,51	0	887	0,49	1000	1833	1,02
	Revenu du gouvernement, G	92904		603,8	0,6		542,2	0,6		527,6	0,6		630,1	0,7
	Importations, I	58954		275,0	0,5		375,3	0,6		394,9	0,7		261,6	0,4
	Épargne, S	73912		121,2	0,2		82,5	0,1		77,5	0,1		108,2	0,1

Tableau 6 - *Simulations en Égypte en 1990*

		Valeurs		Simulation A			Simulation B			Simulation C			Simulation D		
		De base	Choc	Impact	Change	Choc	Impact	Change	Choc	Impact	Change	Choc	Impact	Change
		X (millions £)	F (millions £)	X	X/X (%)	F (millions s £)	X	X/X (%)	F (millions s £)	X	X/X (%)	F (millions £)	X	X/X (%)
1	Agriculture	28112	1000,0	1555,9	5,53	29,2	437,2	1,56	0,0	460,3	1,64	0,0	576,1	2,05
2	Énergie	6435	0,0	43,5	0,68	193,5	254,2	3,95	0,0	97,4	1,51	0,0	58,7	0,91
3	Agro-alimentaire	12976	0,0	205,8	1,59	13,3	201,5	1,55	0,0	167,1	1,29	0,0	274,1	2,11
4	Manufactures	22096	0,0	193,3	0,87	183,4	426,6	1,93	1000,0	1368,7	6,19	0,0	259,6	1,18
5	Équipement	5783	0,0	59,5	1,03	50,3	121,3	2,10	0,0	66,8	1,15	0,0	75,8	1,31
6	Autres	8515	0,0	112,8	1,32	56,0	179,5	2,11	0,0	116,5	1,37	0,0	137,4	1,61
7	Services marchands	42803	0,0	321,1	0,75	474,3	870,8	2,03	0,0	378,9	0,89	0,0	387,5	0,91
8	Travail	31306	0,0	429,9	1,37	0,0	500,6	1,60	0,0	429,0	1,37	0,0	308,9	0,99
9	Capital	47863	0,0	1197,2	2,50	0,0	928,7	1,94	0,0	906,3	1,89	0,0	692,0	1,45
10	Ménages	67624	0,0	1242,5	1,84	0,0	1131,0	1,67	0,0	1044,2	1,54	1000,0	1778,6	2,63
11	Entreprises	15373	0,0	384,5	2,50	0,0	298,3	1,94	0,0	291,1	1,89	0,0	222,3	1,45
	Production totale	126720	1000	2492	1,97	1000,0	2491,2	1,97	1000,0	5326,3	4,20	0,0	4770,9	3,76
	revenu induit des ménages	67624	0	1243	1,84	0	1131	1,67	0	1044	1,54	1000	1779	2,63
	Revenu du gouvernement, G	23631		453,3	1,9		411,5	1,7		398,9	1,7		545,4	2,3
	Importations, I	17206		243,7	1,4		349,1	2,0		369,0	2,1		251,9	1,5
	Épargne, S	17129		303,0	1,8		239,4	1,4		232,1	1,4		202,6	1,2

simulation, l'augmentation de 1000 millions de dirhams de la demande du secteur agricole induit directement une amélioration de la production totale, du revenu des ménages et du gouvernement, de l'épargne et du déficit commercial. Pour une unité de demande de biens agricoles supplémentaire, le revenu des ménages est multiplié par 0,73 et l'épargne totale, par 0,2. Dans la seconde simulation, les exportations totales sont supposées s'accroître de 1000 millions de dirhams dont la répartition sectorielle est proportionnelle au niveau de production initial. Toutefois, que ce soit en terme de croissance ou de bien-être, l'effet d'entraînement est plus faible que dans le cas précédent. Et, il creuse davantage le déficit commercial. Dans la troisième simulation, l'accroissement des exportations manufacturières de 1000 millions génère une production totale supplémentaire plus importante que dans les deux premiers cas, mais, les gains en terme de revenu sont toujours supérieurs quand c'est la demande de biens agricoles qui s'accroît. Enfin, comme dans le cas tunisien, le soutien à la consommation de 1000 millions de dirhams est celui qui a le plus d'efficacité aussi bien sur la production totale que sur le revenu des ménages et sur le solde de la balance commerciale. Le multiplicateur associé à la production est de 1,13 et celui du revenu induit des ménages est de 1,02. Là encore, tout dépend des objectifs que le gouvernement marocain se fixe. Néanmoins, le soutien à la consommation des ménages et l'expansion du secteur agricole sont les deux politiques qui génèrent un gain substantiel en terme de revenu et donc, de développement.

Enfin, *dans le cas égyptien*, la demande du secteur agricole est supposée augmenter de 1000 millions de livres dans la première simulation. Cette augmentation a pour effet direct un accroissement de la production totale, de l'épargne mais, surtout, une amélioration du revenu des ménages et du gouvernement et du solde de la balance courante. Le multiplicateur associé au revenu des ménages est de 1,84 et celui de l'épargne, de 1,8. Dans la seconde simulation, l'augmentation de 1000 millions de livres des exportations totales a un effet d'entraînement sur la production totale identique à celui décrit précédemment. En revanche, il est nettement moins fort sur le revenu des ménages et du gouvernement et sur l'épargne et génère même un creusement du déficit commercial. Il vaut alors mieux, en terme de développement, privilégier un secteur productif particulier, le secteur agricole, plutôt que la totalité de la production. Dans la troisième simulation, l'accroissement de la demande de produits manufacturés génère une variation de la production et du revenu des ménages beaucoup plus importante que celle des cas précédents mais, ces derniers ont tendance à épargner une part plus faible de leur revenu, le multiplicateur associé à l'épargne n'étant plus que de 1,2. Enfin, le soutien supplémentaire de 1000 millions de livres à la consommation des ménages est, de loin, celui qui a l'effet d'entraînement le plus fort en terme de croissance. Toutefois, il n'est pas aussi efficace en terme de revenu que dans les cas tunisien et marocain. l'expansion de la

demande dans les secteurs agricole et manufacturier est plus apte à promouvoir le développement en Égypte.

Conclusion

Nous avons mesurer les effets d'une augmentation de la demande du secteur agricole, des exportations totales, des exportations manufacturières et d'un soutien à la consommation alimentaire des ménages afin de valider la thèse selon laquelle l'agriculture joue un rôle primordial dans le développement des économies du Sud. Les PTM n'ont pas le même passé dans la structure de leur secteur agricole et pourtant nombreux sont ceux qui ont mis en place un programme d'ajustement structurel agricole dont les résultats sont loin d'être convaincants:

- au niveau de la production, on assiste à une orientation vers l'exportation avec une diversification des cultures, une nette prédominance de l'élevage, du maraîchage et de l'arboriculture et un retrait des cultures céréalières;
- au niveau de la balance commerciale, le secteur agricole est en grande partie responsable du déficit chronique depuis le milieu des années soixante-dix. Les principales causes sont, au niveau interne, l'irrégularité des conditions climatiques et la croissance de la consommation par tête liée à l'amélioration du niveau de vie et à la croissance exponentielle de la population et, au niveau international, l'accroissement des prix mondiaux des produits importés. Les exportations et les importations agricoles sont concentrées sur quelques produits et quelques pays (ceux de l'Union européenne, majoritairement). Les exportations ont du mal à faire face à la concurrence (notamment, des pays du sud de l'Europe) et aux mesures protectionnistes des pays industrialisés ;
- au niveau de l'emploi, la part relative de la population active agricole dans la population active totale ne cesse de diminuer, aggravant indéniablement son vieillissement. Les fermiers sont caractérisés par un âge moyen et un pourcentage élevé d'illettrés, ce qui ne favorise pas l'introduction de nouvelles techniques de production;
- au niveau de la consommation, l'alimentation constitue toujours le poste budgétaire le plus important dans les dépenses et a évolué puisque on assiste à une réduction de la part relative de la consommation de "pain-céréales et dérivés" et une augmentation de la part relative des groupes "viandes-volailles-gibier et œufs", conséquence de l'occidentalisation des régimes alimentaires ;
- les rendements dépendent des conditions climatiques, de l'importance de la surface agricole utilisable et de l'accès à l'eau d'irrigation ;
- au niveau de l'investissement, sa part dans l'investissement national global est en régression ;

- l'agriculture dans les pays du sud de la Méditerranée est un secteur fragile car peu productif à cause, principalement, de la fertilité faible des sols, de l'irrigation difficile et onéreuse et de l'insuffisance de capital.

Dans la plupart des pays d'Asie, la stratégie de modernisation agricole sans mécanisation a crée plus d'emplois qu'elle n'en a supprimé et les salaires agricoles ont augmenté. Beaucoup de pratiques anciennes demeurent qui leur permettent d'obtenir des rendements élevés tout en augmentant les besoins en main d'œuvre. Parallèlement, les gouvernements ont mis au point des politiques de stockage du grain dans le but de constituer des réserves en cas de mauvaises récoltes, ce qui évite la flambée des prix et le risque de véritables famines. En fait, la révolution "verte" en Asie correspond à une combinaison de l'agriculture traditionnelle et de l'agriculture moderne du modèle occidental, adaptée à des pays dont la densité rurale est de plus en plus importante, et de mesures d'incitation prises par l'État (prêts financiers, investissement en capital humain, etc.). Les innovations biologiques tendent à augmenter les rendements tout en économisant la terre alors que les technologies mécaniques sont avant tout de plus en plus économes en facteur travail. Il est donc préférable de privilégier les premières pour freiner l'exode rural voire rendre attractif le secteur agricole. Hayami et Ruttan (1985) ajoutent qu'il est préférable, à cause du problème d'adaptation des techniques, d'opérer les transferts de technologie dans l'agriculture à travers le développement d'une capacité d'expérimentation locale (de recherche, de diffusion et de développement) plutôt que sous la forme de transferts de techniques spécifiques et de moyens de production matériels.

Au total, il y a eu trois changements significatifs dans la réflexion sur les liens entre l'agriculture et le développement. Tout d'abord, on a analysé la façon dont l'agriculture devait être traitée dans le processus de développement; c'est à dire comme un élément essentiel qu'il ne faut pas négliger. Dans un second temps, une attention toute particulière a été accordée au choix et au développement de technologies appropriées, soit directement dans le secteur agricole, soit dans le secteur industriel. *Le secteur rural a le potentiel nécessaire pour pouvoir jouer le rôle de secteur d'entraînement par l'intermédiaire du progrès technique ; on parle d'ailleurs d'une "agriculture industrialisante".* Enfin, les famines des années 70 ont conduit à la prise en compte de la satisfaction des besoins essentiels et de la promotion d'une croissance plus équitable.

Du point de vue des bailleurs de fonds, l'efficacité de la contribution apportée au développement durable de l'agriculture est donc fondamentale quant à l'efficacité de l'aide dans son ensemble. La satisfaction des besoins essentiels doit être au cœur des débats, surtout depuis la montée des tensions et souvent des échecs auxquels ont pu conduire des politiques d'industrialisation excessives. *La notion même de satisfaction des besoins essentiels implique un développement prioritaire de l'agriculture de subsistance.* L'objectif de réduction des inégalités sociales en milieu rural appelle une série de mesures : la redistribution des terres

afin de restreindre l'exploitation extensive et d'intensifier, par conséquent, le travail agricole, la revalorisation des prix à la production des petits paysans dont la perspective de revenus durablement en hausse constitue une incitation importante à l'accroissement de la production. Outre les réformes déjà évoquées, des modifications institutionnelles doivent être élaborées portant sur la recherche et la diffusion de l'information, le système de crédit, les réseaux d'approvisionnement de toutes sortes et doivent être canalisées principalement vers le secteur de subsistance. Un accent tout particulier doit être mis sur les politiques sociales qui, à la fois, conditionnent la productivité des travailleurs ruraux et contribuent à diminuer les disparités des conditions de vie entre villes et campagnes.

Malgré cette prise de conscience tardive *«les progrès accomplis sur les vingt dernières années dans l'accroissement de la production alimentaire ne se sont pas accompagnés d'une amélioration concomitante de la consommation alimentaire (...). La croissance économique rapide est allée de pair avec une répartition plus inégale des revenus et une aggravation de la pauvreté et de la sous-alimentation.» (Aziz P., (1990), p 10). Il est important «de veiller à ce que l'agriculture bénéficie globalement d'un flux de ressources positives de manière à accroître la productivité.(...)Ainsi, pendant les premières phases de la transformation structurelle, le secteur agricole devrait être considéré comme le moteur par excellence de sa propre croissance au lieu d'une simple source d'excédents où vient puiser le reste de l'économie. Une fois l'agriculture engagée sur la voie d'une croissance durable, un transfert plus ou moins automatique des excédents vers les secteurs non agricoles se produira par le jeu des mécanismes des prix et de la fiscalité.(...) Ce transfert quasi automatique contribuera à financer en permanence les phases successives du développement non agricole.(...) Toute tentative pour ponctionner les ressources de l'agriculture avant que la productivité de ce secteur ait été améliorée découragera complètement la volonté d'innover ou d'investir des agriculteurs et entraînera inévitablement une stagnation du secteur agricole comme du secteur non agricole» (Op Cit., p 23).* Enfin, il semble que la libéralisation des échanges aura des retombées négatives sur un grand nombre d'agriculteurs dans les pays en développement et que les économies qui ont le mieux réussi la transition, dans le secteur industriel, d'une stratégie de substitution des importations à une stratégie de promotion des exportations tels que le Japon, la Corée du Sud et Taiwan ont aussi adopté les taux les plus élevés de protection agricole.

Bibliographie

Aziz S. 1990. *Politiques agricoles pour les années 90*, OCDE, Paris.

Brown M. et Goldin I. 1992. *L'avenir de l'agriculture : incidences sur les pays en développement*, OCDE, Paris.

Etienne G. 1987. *La révolution verte en Asie: essai de bilan et perspectives*, Revue Tiers-Monde, tome XXVIII, n°112, Octobre-Décembre.

Fei J.C. et Ranis G. 1968. *Foreign Assistance and Economic Development: Comment*, American Economic Review, vol LVIII.

Hayami Y. et Ruttan V. 1985. *Agricultural Development: an International Perspective*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.

Hirschman A.O. 1958. *The strategy of economic development*, New Haven.

Kuznets S. 1966. *Modern economic growth*, New Haven, Yale University Press.

Lewis A. 1954. *Economic Development with Unlimited Supplies of Labour*, Manchester School, May.

Mellor J. 1986. *Agriculture on the Road to Industrialization,* in Lewis J. et Kallab V. ed., "Development strategies reconsidered", NJ: Transaction Books.

Moustier E. 2000. *La politique européenne en Méditerranée: avant et après la Conférence de Barcelone*, dans Benhayoun G. éd., "Forger une coopération dans le bassin méditerranéen", Collection Emploi, Industrie et Territoires, à paraître.

Roseinstein-Rodan P.N. 1943. *Problems of industrialisation of eastern and south-eastern Europe*, Economic Journal, volume 1953, Juin-Septembre.

Robineau P. 1980. *Les rapports entre l'agriculture et l'industrie dans les pays en développement*, Mondes en Développement, n° 29-30.

Prof. Emmanuelle MOUSTIER, Centre d'Économie et de Finances Internationales (C.E.F.I.)
Université d'Aix en Provence